

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 80 | 27 décembre 2021-2 janvier 2022

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 22 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

**27 décembre** : [Leyla Kurt](#), une femme dont le mari a été emprisonné pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, succombe à un cancer. Kurt est décédée sans avoir pu voir son mari qui n'a pas été libéré à temps malgré son éligibilité à la libération conditionnelle.

**29 décembre** : Les autorités ont [détenu](#) et arrêté Refik Yeşil, un homme de 68 ans atteint d'un cancer à un stade avancé, en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen.

**27 décembre** : Des groupes de défense des droits humains ont [signalé](#) que le prisonnier malade Yusuf Akbaba, qui souffre de diabète, d'hypertension et de maladies cardiaques, court un risque vital, appelant à sa libération.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#), un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et

qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

**30 décembre** : L'Association des droits de l'homme (İHD) a publié un [rapport](#) qui a révélé qu'entre janvier 2021 et novembre 2021, 13 personnes ont été enlevées et libérées sans aucune procédure formelle.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**27 décembre** : La police d'Istanbul est [intervenue](#) dans une manifestation de travailleurs, arrêtant brièvement neuf personnes.

**27 décembre** : La police d'Ankara est [intervenue](#) dans une manifestation de travailleurs, arrêtant brièvement quatre personnes.

**28 décembre** : Le Bureau du gouverneur de Hakkari a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pendant une période d'un jour.

**30 décembre** : La police d'Istanbul est [intervenue](#) dans une manifestation contre les violations des droits dans les prisons, arrêtant 11 personnes.

**31 décembre** : Un juge d'un tribunal d'Istanbul a [critiqué](#) les femmes qui manifestent contre le féminicide lors d'une audience dans le procès de 35 femmes jugées en raison d'une manifestation pour les droits des femmes qu'elles ont organisée en mars 2020.

**2 janvier** : La police d'Istanbul est [intervenue](#) dans une manifestation organisée par le HDP, arrêtant au moins 10 personnes.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**27 décembre** : L'Agence de régulation et de surveillance bancaires (BDDK) a [déposé](#) des plaintes pénales contre cinq éminents économistes, dont un ancien gouverneur de banque centrale, en raison de leurs commentaires sur la dépréciation de la livre turque.

**28 décembre** : La police d'Antalya a [arrêté](#) 12 personnes dans le cadre d'une enquête sur des allégations de propagande terroriste lors d'un rassemblement du HDP le 24 octobre. Les détenus ont été libérés le lendemain.

**28 décembre** : La police d'Izmir a brièvement [détenu](#) le chef d'une ONG alévie basée au Royaume-Uni, İsrail Erbil, pour un discours qu'il a prononcé lors d'un événement commémoratif.

**28 décembre** : Facebook [interdit](#) la page de l'agence de presse Mezopotamya.

**29 décembre** : Can Candan, ancien membre du corps professoral de l'université de Boğaziçi et réalisateur de documentaires, a [annoncé](#) que son renvoi de l'université en juillet était dû à une enquête administrative sur l'un de ses tweets.

**30 décembre** : Les procureurs d'Izmir ont [lancé](#) une enquête sur la co-présidente du HDP Pervin Buldan. La politicienne kurde est accusée d'avoir insulté le panel de juges lors d'une audience dans le procès d'un meurtrier présumé qui a mené une attaque armée meurtrière contre le bureau du HDP à Izmir en juin.

**30 décembre** : Le Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTÜK), l'organe de surveillance de la radiodiffusion en Turquie, a [infligé](#) des amendes aux chaînes Halk TV, FOX TV et TELE1 en raison de commentaires à l'antenne critiquant le gouvernement.

**30 décembre** : Les procureurs d'Istanbul ont [lancé](#) une enquête sur l'opposant politique Canan Kaftancıoğlu sur un dépliant imprimé par son parti au sujet d'un homme d'affaires pro-gouvernementale au centre des allégations de blanchiment d'argent.

**30 décembre** : Les procureurs ont [lancé](#) une enquête sur la journaliste Sevilay Yılmaz accusée d'avoir insulté le ministre de l'Intérieur dans deux colonnes de journaux.

**31 décembre** : Un tribunal d'Istanbul a [condamné](#) les journalistes Mahir Kanaat, Ömer Çelik, Tunca Öğreten, Eray Sargin et Metin Yoksus à un an et huit mois de prison pour terrorisme en raison de la publication d'articles sur les fuites de courriels d'un ancien ministre des Finances.

**31 décembre** : La Cour constitutionnelle n'a [constaté](#) aucune violation des droits dans le cas du journaliste Cemal Azmi Kalyoncu qui a été emprisonné pendant près de quatre ans pour des accusations liées au terrorisme.

**31 décembre** : Le bureau du gouverneur d'Eskişehir a [ordonné](#) le retrait d'une banderole placée par le parti d'opposition CHP sur le siège provincial du parti. La banderole contenait des critiques de la politique monétaire du gouvernement.

**2 janvier** : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) l'acteur İlyas Salman pour dénigrement de l'État en raison d'une vidéo qu'il avait publiée sur les réseaux sociaux.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**27 décembre** : Un tribunal administratif d'Ankara a [révoqué](#) les licences d'avocat de deux avocats sur la base d'une plainte déposée par le ministère de la Justice.

**31 décembre** : La Cour constitutionnelle n'a [constaté](#) aucune violation des droits dans le cas du journaliste Cemal Azmi Kalyoncu qui a été emprisonné pendant près de quatre ans pour des accusations liées au terrorisme.

## MINORITÉ KURDE

**28 décembre** : Un agresseur portant une arme à feu et un couteau [attaque](#) un bâtiment du HDP à Istanbul, blessant un employé du parti.

**28 décembre** : La police d'Antalya a [arrêté](#) 12 personnes dans le cadre d'une enquête sur des allégations de propagande terroriste lors d'un rassemblement du HDP le 24 octobre.

**28 décembre** : La police d'Edirne a [arrêté](#) Zeynep Karaman, cadre du HDP, dans le cadre d'une enquête sur les manifestations généralisées dans les provinces à

majorité kurde en 2014. Karaman a ensuite été arrêtée par un tribunal.

**28 décembre** : Facebook [interdit](#) la page de l'agence de presse Mezopotamya.

**30 décembre** : Les procureurs d'Izmir ont [lancé](#) une enquête sur la co-présidente du HDP Pervin Buldan. La politicienne kurde est accusée d'avoir insulté le panel de juges lors d'une audience dans le procès d'un meurtrier présumé qui a mené une attaque armée meurtrière contre le bureau du HDP à Izmir en juin.

**2 décembre** : La police d'Istanbul est [intervenue](#) dans une manifestation organisée par le HDP, arrêtant au moins 10 personnes.

## AUTRES MINORITÉS

**28 décembre** : La police d'Izmir a brièvement [détenu](#) le chef d'une ONG alévie basée au Royaume-Uni, İsrafil Erbil, pour un discours qu'il a prononcé lors d'un événement commémoratif.

**31 décembre** : Des vandales ont [peint](#) à la bombe des injures racistes sur le portail d'une église protestante d'Istanbul. Un suspect a été brièvement détenu en lien avec l'incident.

## CONDITIONS DE DÉTENTION

**28 décembre** : La députée de l'opposition Gülize Biçer Karaca a [rapporté](#) qu'un total de 645 détenus dans les prisons turques sont morts par suicide au cours des 25 dernières années.

**30 décembre** : Une prison d'Adana a [bloqué](#) l'hospitalisation des détenus qui refusaient de se soumettre à des fouilles buccales.

**31 décembre** : La Cour constitutionnelle a [ordonné](#) à l'État de verser une indemnité à un prisonnier après qu'il lui a été interdit pendant 15 mois d'appeler sa femme qui était incarcérée dans une autre prison.

**1er janvier** : Un rapport publié par le Barreau de Diyarbakır a [noté](#) une augmentation significative des violations des droits ainsi qu'une aggravation des conditions dans les prisons en 2021.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**28 décembre** : Le député d'extrême droite Ümit Özdağ a [diffusé](#) une vidéo de lui en visite chez un bijoutier syrien, demandant à voir ses papiers d'identité.

**28 décembre** : Deux migrants sont [morts](#) après que leur bateau a chaviré au large d'Izmir.

**29 décembre** : Un groupe néonazi turc a [publié](#) une vidéo montrant l'un de ses membres en train de battre un migrant afghan à Istanbul.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**29 décembre** : İbrahim Temel, un détenu détenu dans une prison d'Elazığ, a [déclaré](#) à sa famille que les gardiens le torturaient et menaçaient de le tuer.

**30 décembre** : L'Association des droits de l'homme (İHD) a publié un [rapport](#) qui a révélé qu'entre janvier 2021 et novembre 2021, au moins 66 personnes ont été contraintes de devenir des « informateurs » pour les autorités, alors qu'elles se trouvaient dans des centres de détention ou des prisons.

**30 décembre** : Deux hommes ont été [battus](#) par la police des stupéfiants à Mersin qui aurait fait une descente dans leur maison par erreur.

**30 décembre** : Les gardiens d'une prison d'Afyon ont [maltraité](#) un détenu nommé Cumali Yıldırım qui a résisté à une fouille à nu.

**30 décembre** : Les gardiens d'une prison d'Iğdır ont [agressé](#) physiquement le détenu Hogir Batu pour avoir refusé de se soumettre à une fouille à nu.

**1er janvier** : Les gardiens d'une prison de Gümüşhane ont [maltraité](#) le détenu Reşit İlhan.

## DROITS DES FEMMES

**31 décembre** : Un juge d'un tribunal d'Istanbul a [critiqué](#) les femmes qui manifestent contre le féminicide lors d'une audience dans le procès de 35 femmes jugées en raison d'une manifestation pour les droits des femmes qu'elles ont organisée en mars 2020.